

ONAGRI VIGILANCE

Juillet 2018



Sommaire :

RECAP-AGRI

- La balance commerciale alimentaire à fin Juin 2018 2
- flash sur la filière avicole juin 2018 3
- Pêche et aquaculture en Tunisie à fin Mai 2018 (Résultats de 2018 par rapport à 2017)..... 4
- Les investissements agricoles a fin juin 2018..... 5

INFO-AGRI

- En Tunisie, un algorithme pour optimiser l'irrigation des oliviers7
- Tunisie : Un programme exceptionnel de reconstitution du cheptel national des génisses.....7
- Tunisie: Augmentation du prix du litre du lait au niveau de la production.....8
- Smart Agriculture : Lancement de l'application Plantix en Tunisie.....8
- Prévoir les échanges agricoles afin de relever les défis mondiaux liés à la sécurité alimentaire, selon les Perspectives annuelles de l'OCDE et de la FAO.....9
- Politique agricole : haro sur les céréales !.....10
- La production mondiale de farines et huiles de poisson grimpe.....10

RECAP-AGRI

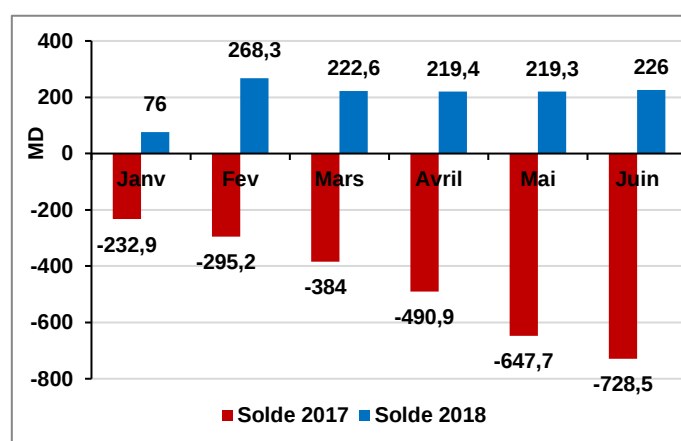
La balance commerciale alimentaire à fin Juin 2018

Pour le sixième mois consécutif, la balance alimentaire s'est soldée par un excédent avec un taux de couverture de 108,7%.

Cette évolution résulte d'une nette amélioration des exportations notamment celles des dattes, des produits de la mer et de l'huile d'olive et d'une légère décélération des importations principalement au niveau du maïs et des huiles végétales.

Les céréales, le sucre et les huiles végétales demeurent cependant les principaux produits de base importés avec près de 64,5% de la valeur des importations alimentaires totales.

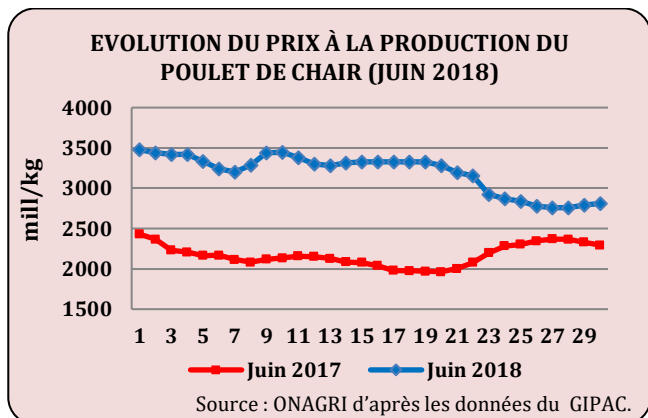
Evolution du solde de la balance commerciale alimentaire au cours des six premiers mois de 2017 et 2018.



Source : Calculs de l'ONAGRI d'après l'INS.

FLASH SUR LA FILIERE AVICOLE JUN 2018

Poulet de chair

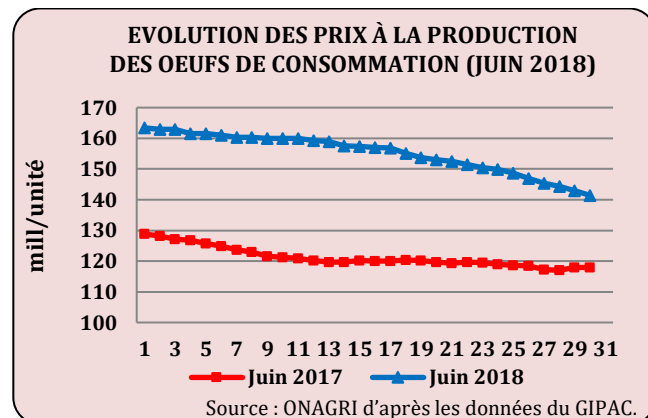


Au cours du mois de juin 2018, le prix à la production du poulet de chair a enregistré une tendance baissière accompagnée de fluctuations. Les prix ont varié entre un maximum de 3478 mill/kg à la date du 01/06/2018 et un minimum de 2759 mill/kg à la date du 27/06/2018.

Le prix moyen mensuel a augmenté de 47,1% par rapport à celui du même mois de l'année précédente (3192,8 mill/kg contre 2170,3 mill/kg) et de baissé de 22,5% par rapport à celui de mai 2018 (4121,8 mill/kg).

Par région, le prix moyen à la production du Nord (3219 mill/kg) a été supérieur de 0,5% par rapport à celui du Sud et de 1,9% par rapport à celui du Centre.

Œufs de consommation



Le prix à la production des œufs de consommation a régulièrement baissé au cours du mois de juin 2018 passant de 163,4 mill/œuf le 01/06/2018 à 141,4 mill/œuf le 30/06/2018 soit une diminution de 13,5%.

La moyenne mensuelle enregistrée a augmenté de 28,1% par rapport à celle du même mois de l'année 2017 (155,2 mill/unité contre 121,2 mill/unité). Par rapport à mai 2018 (173,4 mill/unité), le prix moyen a baissé de 10,5%.

Au Centre du pays, le prix moyen à la production (157,7 mill/unité) a été légèrement supérieur à celui du Nord (156,6 mill/unité) avec un taux de 0,7% et supérieur de 2,4% par rapport au Sud (153,9 mill/unité).

Source : ONAGRI d'après le GIPAC.

Pêche et aquaculture en Tunisie à fin Mai 2018 (Résultats de 2018 par rapport à 2017)

La production de la pêche et de l'aquaculture à fin Mai 2018 a été de **47,4 mille tonnes** contre 49,9 mille tonnes réalisées à la même période de l'année précédente, soit une baisse de 5%. La production aquacole réalisée à fin Mai 2018 a été de **8,1 mille tonnes** contre 8,5 mille tonnes réalisées en 2017, soit une baisse de 4,7%.

A fin Mai 2018 les quantités exportées des produits de la pêche et de l'aquaculture ont atteint **9,4 mille tonnes** pour une valeur de **175,5 MD** contre 7,5 mille tonnes et une valeur de 128,5 MD au terme du mois de Mai 2017, soit une hausse de 23,5% en termes de quantité et de 36,6% en termes de valeurs.

Les importations ont atteint **20,9 mille tonnes** pour une valeur de **104,8 MD** contre 16,5 mille tonnes et une valeur de 80,9 MD au terme du mois de Mai 2017, soit une hausse de 26,7% en termes de quantité et une hausse de 29,5% en termes de valeurs.

Le solde des échanges extérieurs des produits de la pêche a été positif avec **(+70,7 MD)** à fin Mai 2018 contre **(+47,6 MD)** enregistrés à la même période de l'année précédente, soit 48,5 % de plus.

Figure1. Evolution du volume de la production, de l'exportation et de l'importation des produits de la pêche et de l'aquaculture.

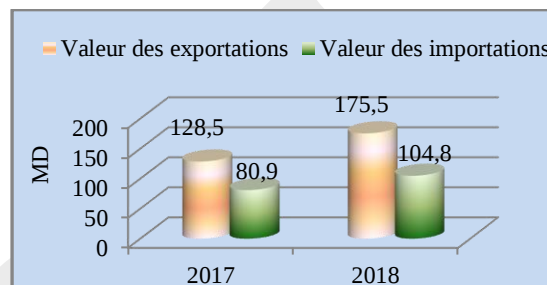


Figure2. Evolution de la valeur des exportations et des importations des produits de la pêche et de l'aquaculture.

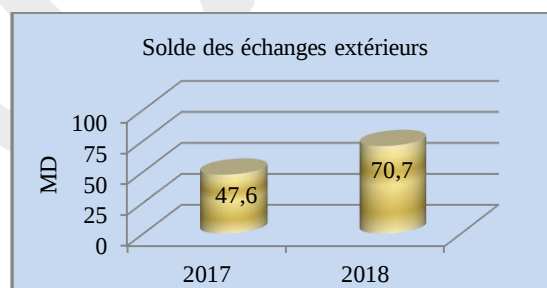
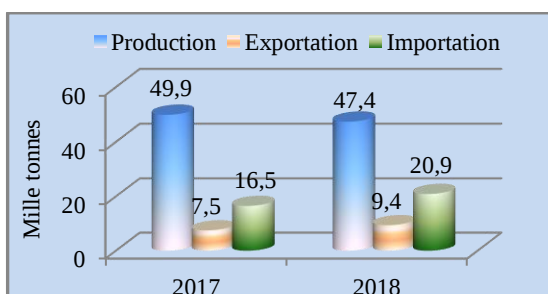


Figure3. Evolution du solde des échanges extérieurs des produits de la pêche et de l'aquaculture.

NB : Les chiffres de l'année 2018 sont préliminaires.

Source : Calculs de l'ONAGRI d'après les chiffres de la Direction Générale de la Pêche et de l'Aquaculture.



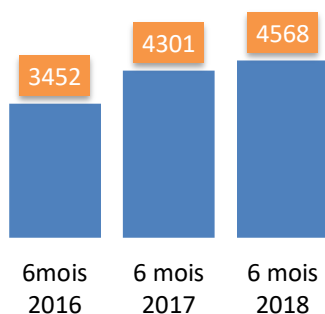
LES INVESTISSEMENTS AGRICOLES A FIN JUIN 2018

Par rapport à fin juin 2017 on distingue:

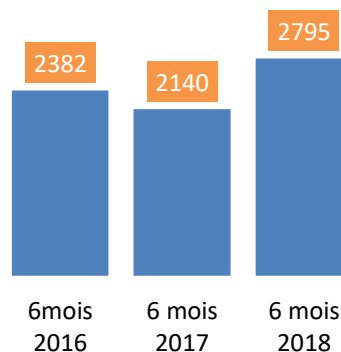
- Une hausse de **36,4%** du volume des investissements approuvés.
- Une hausse importante de **154,8%** de la part des crédits bancaires dans les investissements agricoles approuvés.
- Une hausse importante de **116%** du volume des investissements réalisés par les SMVDA (12,45MD contre 5.74 MD).
- Une hausse de **50,8%** des emplois permanents par la création de **3428** postes.

Investissement catégorie « B » et « C »

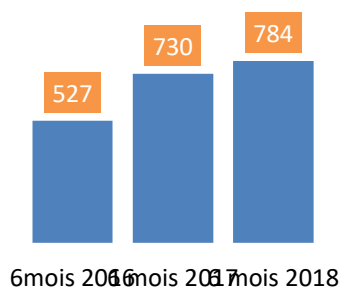
**Investissements déclarés
En nombre**



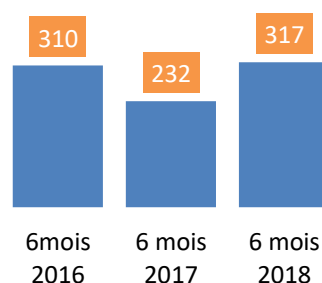
**Investissements approuvés
En nombre**



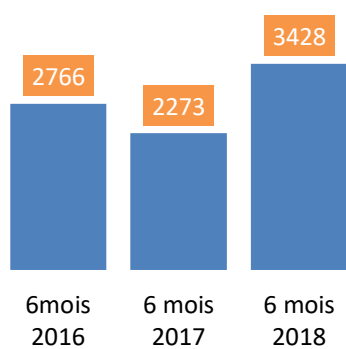
**Investissements déclarés
En Millions DT**



**Investissements approuvés
En Millions DT**

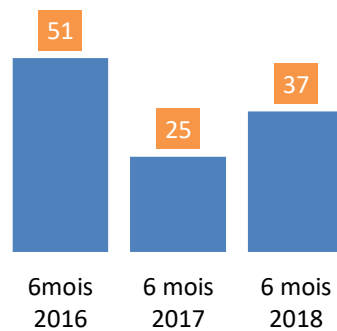


Emplois à créer



Crédits fonciers

En nombre



Répartition géographique des investissements agricoles approuvés

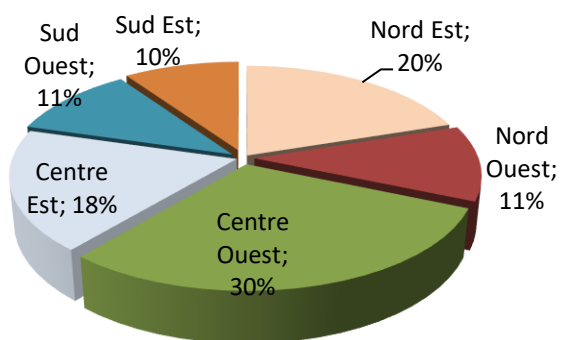
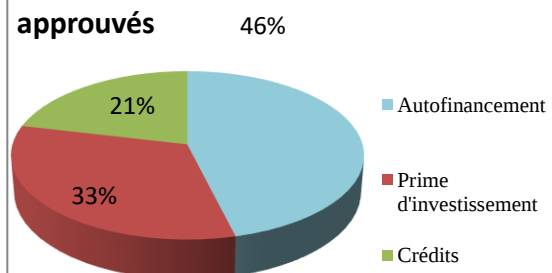


Schéma de financement des investissements agricoles approuvés



En Tunisie, un algorithme pour optimiser l'irrigation des oliviers



Depuis mai, le domaine Fendri, dans la vallée de Meknassy, en Tunisie, est un site pilote : des dizaines d'oliviers octogénaires sont reliés à un programme d'intelligence artificielle. Humidité du sol, température de l'air, vitesse du vent, tension de la sève dans les feuilles... Les données mesurées en continu sont analysées par un algorithme qui établit quand et dans quelle quantité il est préférable d'arroser les arbres. Une approche inédite en Afrique.

Cette expérimentation est le premier test grandeur nature pour iFarming, une start-up imaginée au Centre de biotechnologie de Borj Cédria. Les deux cofondateurs, le chercheur Samir Chebil et son ancienne étudiante Rabeb Fersi, estiment que leur algorithme pourrait faire économiser jusqu'à 40 % d'eau à un agriculteur, pour une production accrue d'au moins 20 %.

Selon la chercheuse ces calculs sont le résultat de vingt ans de travaux universitaires en bioclimatologie, en physiologie végétale, en agronomie, etc. L'agriculture utilise 70 % de l'eau douce sur la planète, mais 60 % de cette eau est perdue par une irrigation inefficace. La raréfaction de cette ressource est un fléau mondial.

Le projet tunisien a connu ces derniers mois une nouvelle dynamique. Repérés par IBM car ils étaient les seuls start-uppeurs du pays à utiliser leur service de cloud Bluemix, les deux entrepreneurs ont été invités dans l'accélérateur parisien du groupe afin de muscler leur projet. Bénéfice collatéral, ils ont désormais la possibilité de travailler avec Watson, la plateforme d'intelligence artificielle du groupe américain. Ils auront l'opportunité de faire des recoupements avec plus de données et affiner leurs algorithmes.

Dopée par ce changement d'échelle, la start-up ambitionne de proposer « un outil global d'aide à la décision » pour les agriculteurs, afin de gérer non seulement leurs ressources en eau, mais aussi en nutriments ou fertilisants. « À terme, l'algorithme pourrait permettre de prédire certaines maladies ou l'arrivée de ravageurs », estime Rabeb Fersi.

Source : lemonde.fr.

Tunisie : Un programme exceptionnel de reconstitution du cheptel national des génisses

Le ministre de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche, a annoncé la mise en place d'un programme exceptionnel de reconstitution du cheptel national d'un coût de 33 millions de dinars.

Ce programme comporte l'augmentation de la prime de transport des fourrages de 5 à 10 millimes par balle et par kilomètre pour ce qui est du foin et de la paille, l'augmentation de la prime du transport des déchets industriels de 50 à 100 millimes par tonne et par kilomètre et son extension à tous les déchets industriels.

Il s'agit, également, d'augmenter la prime d'engraissement des veaux de 150 dinars à 300 dinars le veau, de créer un fonds sous l'appellation "la santé animale" dont la valeur estimée à 10 millions de dinars serait prélevée sur le

budget de 2019, tout en simplifiant les mesures pour bénéficier de ses interventions, d'élaborer une étude nationale sur les races les mieux adaptées, de simplifier les procédures sanitaires et techniques de la prime d'acquisition des génisses racées qui sera portée de 30% à 40% pour ce qui est des races productrices de lait et 60% pour les races à double production.

En outre, une nouvelle prime d'encouragement de 500 dinars sera accordée aux petits et moyens éleveurs pour

la production de génisses, en plus de l'extension du programme de numérotation, à travers l'institution d'une prime de 200 millimes par tête qui sera décaissée par l'Office de l'élevage afin d'inciter les privés à numéroter les génisses.

Source : webmanagercenter.com.

Tunisie: Augmentation du prix du litre de lait au niveau de la production

Suite à un conseil ministériel restreint sur la filière du lait tenu le 5 juillet 2018, il a été décidé le maintien du prix de vente du lait demi écrémé au détail à 1120 millimes le litre (paquet de 1 litre), l'augmentation du prix de réception du lait frais destiné aux centres de collectes et unités de conditionnement à partir du 7 juillet 2018 de 766 millimes le litre à 890 millimes le litre au niveau de la production en tant que prix minimal garanti et l'augmentation de la prime de collecte de lait de 70 millimes le litre à 90 millimes le litre.

Cette décision vient dans le cadre des différentes problématiques que connaît la filière lait qui sont principalement : l'ampleur des pertes subies par les professionnels à tous les niveaux de la production, de la collecte et de l'industrialisation en raison de la hausse continue des prix des facteurs de la production (fourrages, médicaments, main-d'œuvre, génisses, équipements du transport, de la transformation et du conditionnement) ainsi que celle des pièces de rechange et des véhicules.

Source : webmanagercenter.com.

Smart Agriculture : Lancement de l'application Plantix en Tunisie

Dans le cadre de la Coopération tuniso-allemande dans le domaine de l'agriculture et d'un projet de partenariat public-privé, La GIZ-Tunisie et le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche en collaboration avec une startup Allemande PEAT et une startup tunisienne RGT (Royal Green Technologies), ont lancé récemment une application mobile « Plantix Tunisie ». L'application Plantix est une solution digitale pour les smartphones qui permet aux agriculteurs d'identifier à travers des photos les maladies et ravageurs qui attaquent les plantes et d'accéder rapidement aux informations relatives aux méthodes de lutte curative et préventive nécessaire. C'est un outil digital d'aide à la décision qui permet aux agriculteurs tunisiens, en particulier ceux des régions défavorisées qui n'ont pas accès aux services des experts de mieux protéger leurs cultures et réduire les pertes de production dues aux maladies et ravageurs des plantes. Développée par PEAT (Startup allemande et

propriétaire de Plantix), cette application innovante a prouvé son utilité pour plus de deux millions d'utilisateurs dans le monde. En Tunisie, elle a été adaptée au contexte tunisien par la startup locale « Royal Green Technologies » (RGT) et est disponible gratuitement depuis quelques mois au service des agriculteurs et des institutions de recherche et d'appui. Plantix Tunisie fournit des informations utiles sur les maladies et ravageurs de plantes touchant notamment les produits agricoles suivants : olives, abricots, pistaches, pommes de terre, piments, tomates, agrumes (citrons et oranges), pêches, amandes, vigne... Elle est déjà utilisée par plus de 15.000 personnes dans notre pays et dispose de plus de 70 000 images prises collectées et validées localement durant presque une année. L'utilisation est très simple et gratuite. Il suffit de télécharger « Plantix grow smart » du Google Play sur un smartphone, prendre une photo de la plante malade, l'introduire dans l'application et vous aurez immédiatement la réponse de quelle maladie s'agit-il. L'application offre des informations relatives aux traitements et surtout aux mesures préventives. Equipé d'un forum d'échange, Plantix n'est pas seulement une solution pour les agriculteurs mais également un outil de travail pour les vulgarisateurs et conseillers agricoles. Ce projet de partenariat public-privé, soutenu par la Coopération Allemande et le Programme d'Agriculture Durable et Innovante en Tunisie (ProAgri), a donné lieu, en mars 2018, à la création d'une association tunisienne « PlantMed ». Cette association des « jeunes médecins des plantes » réunit pour le moment plus de 40 jeunes diplômés en agriculture, vivant dans des milieux ruraux et dont la majorité est sans emploi. L'objectif de l'association PlantMed est d'offrir des services innovants et durables aux agriculteurs tunisiens. D'après l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), 15 à 30% de la production agricole moyenne mondiale sont perdus à cause des maladies, des mauvaises herbes et des ravageurs des plantes. En Tunisie, la lutte dans ce domaine nécessite des actions urgentes afin de protéger l'agriculture tunisienne, la production alimentaire et les revenus des agriculteurs.

Source : <https://thd.tn/smart-agriculture-lancement-de-lapplication-plantix-en-tunisie/>

Prévoir les échanges agricoles afin de relever les défis mondiaux liés à la sécurité alimentaire, selon les Perspectives annuelles de l'OCDE et de la FAO

La production mondiale de la plupart des produits agricoles croît sans discontinuer. Elle a atteint des sommets en 2017 pour la majeure partie des céréales, des viandes, des produits laitiers et des produits halieutiques et aquacoles, tandis que les stocks de céréales battaient tous les records, selon un rapport annuel de l'OCDE et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Celui-ci souligne que les échanges agricoles mondiaux jouent un rôle de plus en plus important en faveur de la sécurité alimentaire et qu'il est donc crucial d'inscrire les échanges dans un cadre d'action propice.

Les Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2018-2027 tablent sur un tassement de la croissance de la demande mondiale de produits agroalimentaires, accompagné de nouveaux gains de productivité dans le secteur. Les prix des principaux produits agricoles devraient par conséquent rester faibles sur les dix prochaines années. Le rapport, attribue ce ralentissement de croissance sur le front de la demande à un mouvement en ce sens dans les grandes économies émergentes, à une stagnation de la consommation d'aliments de base par habitant et à une nouvelle baisse du rythme de la croissance démographique mondiale.

Selon les Perspectives, la production mondiale de produits agricoles et de poisson en général devrait augmenter de quelque 20 % au cours de la prochaine décennie, avec des différences toutefois marquées entre les régions. La croissance devrait être vigoureuse dans les régions en développement, dont la population augmente plus vite qu'ailleurs, comme en Afrique subsaharienne, en Asie de l'Est et du Sud et dans la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. À l'inverse, elle devrait être bien plus modeste dans les pays développés, notamment en Europe occidentale.

Selon les prévisions, la croissance de la demande mondiale continuera de ralentir ces dix prochaines années, érodée par une démographie moins dynamique, la stagnation de la consommation d'aliments de base par habitant et l'essoufflement de la hausse de la demande de viande. Cet essoufflement donnera un coup de frein à la demande de céréales et de tourteaux protéiques utilisés dans l'alimentation animale.

Confrontés au ralentissement de croissance de la consommation et de la production, les échanges de produits agricoles, halieutiques et aquacoles devraient progresser environ deux fois moins vite qu'au cours de la décennie précédente. Les exportations nettes devraient s'accroître dans les pays et régions riches en terres, en particulier sur le continent américain. Les pays à forte croissance démographique, notamment le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, l'Afrique subsaharienne et l'Asie, connaîtront une hausse de leurs importations nettes.

« Si l'on escompte globalement une hausse des exportations depuis les pays et régions aux terres abondantes, de nombreux pays pauvres à la population croissante et dotés de ressources en sols limitées

deviendront de plus en plus tributaires des importations de produits alimentaires pour nourrir leur population », a déclaré le Secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría. « Il sera essentiel que les exportateurs aussi bien que les importateurs puissent s'inscrire dans un cadre d'action ouvert et prévisible en matière d'échanges. »

« La révolution verte du siècle dernier a largement augmenté les capacités du monde à se nourrir, mais nous avons besoin désormais d'une révolution durable », a déclaré le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva. « Pour cela, il convient de s'attaquer aux systèmes d'exploitation fortement consommateurs d'intrants et de ressources qui ont un coût élevé pour l'environnement. Les sols, les forêts, la qualité de l'eau et de l'air et la biodiversité continuent de se dégrader. Nous devons adopter des systèmes alimentaires durables qui fournissent des aliments sains et nutritifs tout en préservant l'environnement et la biodiversité. »

La demande de céréales et d'huiles végétales destinées à la production de biocarburants ne devrait globalement pas changer au cours de la période considérée par rapport à la décennie passée, marquée par un essor des biocarburants qui a propulsé la demande de céréales de plus de 120 millions de tonnes, mais en tête. Les cadres d'action du monde développé n'encourageront probablement pas le développement des biocarburants, si bien que la croissance de la demande viendra essentiellement des pays en développement qui ont mis en place des politiques en faveur de leur utilisation. La production de biocarburants à partir de canne à sucre devrait tout particulièrement augmenter.

Cette édition annuelle des Perspectives agricoles comprend un chapitre spécial sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA), région où règne à la fois des problèmes d'insécurité alimentaire, de malnutrition croissante et de gestion de ressources naturelles limitées. La sous-alimentation se concentre dans des pays en proie à des conflits et à l'instabilité politique. Dans les autres pays de la région, la demande de produits alimentaires grimpe en flèche, stimulée essentiellement par la croissance démographique. La consommation effrénée de blé, alliée à une consommation sans cesse plus importante de sucre et de matières grasses, entraîne une progression alarmante du surpoids et de l'obésité dans la région.

Si les projections anticipent une hausse annuelle de la production agricole, halieutique et aquacole de 1.5 %, celle-ci se heurtera de plus en plus à des ressources en sols et en eau limitées ainsi qu'aux effets attendus de la multiplication des phénomènes extrêmes liés au climat. Pour la majeure partie des produits agricoles, le recours aux importations restera donc très important pour satisfaire les besoins. Les Perspectives recommandent aux pays de la région de délaisser les mesures de soutien aux céréales fortement consommatrices d'eau pour augmenter le soutien en faveur du développement rural, de la lutte contre la pauvreté et de la production de produits horticoles à plus forte valeur ajoutée.

Source : FAO.

Politique agricole : haro sur les céréales !

En matière d'alimentation et de politique agricole, les pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Mauritanie, Tunisie) font fausse route, si l'on en croit le rapport publié le 3 juillet par la FAO et L'OCDE sur les « perspectives agricoles 2018-2027 » de la région ainsi que du Moyen-Orient. Leurs populations étant grandes consommatrices de céréales (200 kg par personne et par an, soit 60 kg de plus que la moyenne mondiale), ils subventionnent massivement leurs agriculteurs pour qu'ils en produisent davantage.

Malheureusement, cela ne marche pas. La région « compte parmi les plus pauvres en eau et en terres (seulement 5 % de superficie arable) de la planète », note le rapport. Les céréales occupent 60 % des surfaces récoltées, mais représentent à peine 15 % de la valeur agricole produite.

Les gouvernements sont obligés de recourir de plus en plus aux importations de céréales. Le bilan de cette priorité aux céréales est désastreux : déficits commerciaux qui assèchent les réserves en devises, subventions qui grèvent les budgets, épuisement des ressources en eaux vives ou fossiles, dégradation des sols inadaptés dans plus de la moitié des cas à la culture des céréales, faible productivité et pauvreté persistante des agriculteurs.

Le rapport tire d'autant plus la sonnette d'alarme que, « d'ici à la fin du siècle, la

La production mondiale de farines et huiles de poisson grimpe

La production mondiale de farine et d'huile de poisson a augmenté en 2017. Surtout au Pérou et au Chili, mais aussi dans les pays nordiques. La première saison de pêche aux anchois au Pérou, commencée en avril 2017, a été un succès avec 2,4 millions de tonnes pêchées, soit 85 % du quota, constate la FAO. La seconde saison qui aurait dû commencer en novembre a été repoussée à 2018 à cause de la trop forte présence de juvéniles sur zone. Ce report, basé sur une évaluation scientifique, a suscité des désaccords parmi les pêcheurs, mais a orienté les prix mondiaux à la hausse. La première saison, seule, a déjà permis d'augmenter d'un tiers la production de farine de poisson péruvienne par rapport à 2016 avec 733 500 tonnes sur les trois premiers trimestres. Les autres grands fournisseurs ont aussi connu une année plus productive : Chili

production agricole totale de la région pourrait se contracter de 21 % par rapport à l'an 2000 » pour cause de réchauffement climatique. Il propose de privilégier désormais les produits horticoles (fruits et légumes) à plus forte valeur ajoutée, compétitifs, exportables et mieux adaptés aux petites exploitations familiales.

De la nécessité de modifier ses habitudes alimentaires

« Les fruits et légumes consomment moins d'eau et offrent une meilleure rentabilité par volume d'eau, et de nombreux pays (notamment le Maroc et la Tunisie) possèdent un avantage comparatif dans la production de ces aliments, écrivent les auteurs du rapport. Ces cultures à plus forte valeur ajoutée et les produits d'élevage pourraient accroître les revenus des agriculteurs, améliorer la nutrition et utiliser l'eau avec plus de parcimonie, mais ils nécessitent des connaissances plus pointues en agronomie et à propos des marchés d'exportation et présentent davantage de risques. »

Le rapport ajoute qu'une modification des habitudes alimentaires serait bienvenue. Un « régime sain » élaboré par la FAO et L'OMS suppose de diminuer de moitié la consommation de céréales, de réduire le sucre et l'huile végétale, mais de doubler la consommation de viande et d'œufs et de tripler celle de produits laitiers.

Source : www.pressreader.com

(+49 %, à 262 700 tonnes, à base d'abats de saumon et d'anchois), Danemark et Norvège (+31,5 %, à 296 500 tonnes). Quant à l'huile de poisson, la production au Pérou a doublé, atteignant 103 300 tonnes sur les 9 premiers mois de l'année, et celle du Chili a augmenté de 52 %, à 88 500 tonnes.

Près de 80 % des exportations de farines et huiles de poisson du Pérou étaient destinées à la Chine, principalement pour son industrie aquacole. Ensuite : Viet Nam, Japon. Le Danemark, deuxième plus gros exportateur, abonde surtout la Norvège (pour l'aquaculture de saumon) et les pays aquacoles du sud de l'Europe (Grèce, Italie et Turquie pour le bar et la daurade). Selon le rapport 2018 sur l'industrie de saumon publié par Marine Harvest, premier producteur mondial, la production de saumon d'élevage est remontée à 2,2 millions de tonnes en 2017. Depuis 1999, elle dépasse l'offre en saumon sauvage, qui oscille entre 0,7 et 1 million de tonnes selon les années.

Source : <http://www.lemarin.fr>